



Fonctionnaire : aucun nouveau sacrifice ne sera accepté !

Le président de la République l'a annoncé. Pour trouver, d'ici 2017, les 50 milliards de nouvelles exonérations accordées au Medef dans le cadre du « pacte de responsabilité » ce sont les budgets de l'État, des collectivités et de la sécurité sociale qui doivent être revus à la baisse. Bref, se sont une nouvelle fois les salariés, retraités et les privés d'emploi qui seront durement punitionner.

Le 5 février c'est le ministre Peillon qui, confirmant des rumeurs persistantes, déclare que le gouvernement envisage un gel pendant deux ans de toutes les promotions des agents des trois versants de la FP et la fin des avancements accélérés d'échelons au motif d'une simplification des carrières !

Cela s'ajoutera à 4 années consécutives de gel des salaires, inacceptable !

Ce projet d'une baisse drastique du pouvoir d'achat des agents publics s'inspire tout simplement des mesures appliquées en Grèce, en Espagne et au Portugal, partout en Europe les mêmes recettes et partout les mêmes échecs ! La CGT est porteuse d'autres propositions. D'évidence ce sont les prochaines négociations sur les carrières et les salaires dans la fonction publique qui sont aujourd'hui sous tension.

Aussi, le 13 février, l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FAFPT, FSU, Solidaires, UNSA, FO) a fait une déclaration commune :

« Le contexte actuel marqué par les déclarations médiatiques contradictoires des derniers jours ne crée pas les conditions propices à la poursuite des discussions préparatoires à la négociation. Les organisations syndicales attendent un courrier du Premier ministre affirmant que le gouvernement n'envisage pas le gel des avancements et des primes des agents de la Fonction publique. C'est sur cette base que les discussions pourront reprendre. »

Avec sa campagne « le coût du capital » et ses propositions, la CGT rappelle qu'il existe d'autres voies pour assainir les finances publiques et assurer une rémunération décente aux salariés du public comme du privé.

Ce sujet comme les autres nourrissent et nourriront les mobilisations en cours et à venir.

communiqué

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 14 février 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr